

Rapport sur le sommet de Bonn

par R. J. Gwyn

Peu avant le début du sommet économique de Bonn, M. Arthur Okun, ex-président du groupe des conseillers économiques du président des États-Unis, faisait remarquer que la réunion était «vouée au succès».

Il avait vu juste. Tout bien considéré, Bonn se devait d'être un succès, quel qu'il soit, pour la simple raison qu'un échec était impensable. Le chancelier Helmut Schmidt décrivait ainsi les enjeux: «Nous ne pouvons espérer une reprise que si nous évitons le krach.»

Au cours des mois qui ont précédé Bonn, les rumeurs d'une débâcle allaient bon train. Seuls quelques pays occidentaux, le Japon, l'Allemagne et la Suisse, semblaient avoir découvert le remède à cinq années de «stagflation», et même chez eux, rien ne garantissait la permanence de la thérapeutique. Presque partout ailleurs, taux de chômage élevés, forte inflation (de nouveau en progression aux États-Unis et donc susceptible de faire tache d'huile) et croissance économique au ralenti paraissaient insolubles. Partout on assistait à la montée d'un protectionnisme à la sauve-qui-peut, mettant en péril le commerce international. Mais, plus important encore, en termes d'effet sur le moral du grand public et la confiance des milieux d'affaires, le système monétaire international dans sa totalité semblait échapper à tout contrôle. Le premier ministre Fukuda déclara même que la conjoncture économique internationale lui rappelait celle qui avait précédé la Seconde Guerre mondiale. Le rapport de l'OCDE remis aux sept leaders occidentaux peu avant leur rencontre à Bonn et rendu public par la suite était

peut-être moins alarmiste, mais restait néanmoins alarmant. L'OCDE a en effet calculé que le taux de croissance moyen du PNB de ses 24 pays membres ne serait que de 3½ p. cent en 1978, c'est-à-dire un bon 1 p. cent en deçà du minimum requis pour réduire le chômage. Pour 1979, l'OCDE prévoit que le taux baissera à 3¼ p. cent par suite d'un ralentissement aux États-Unis.

Une réussite?

Les sept leaders — ou sept leaders et demi si l'on compte la contribution de Roy Jenkins, le président de la CEE — sont donc arrivés à Bonn déterminés à réussir ou, à tout le moins, à donner l'impression de n'avoir pas échoué. En évitant les dissensions et en trouvant pour le communiqué final une formule qui a masqué leurs divergences, ils ont en effet évité l'échec. Il est donc possible de porter un succès à leur crédit. Chose certaine, lors de leur dernière conférence de presse, les Sept ont agi comme s'ils étaient réellement convaincus de leur réussite.

Quant à l'importance de ce succès, les opinions exprimées par la suite ont été partagées. La revue *The Economist* a limité ses éloges, notant que «les participants au sommet de Bonn avaient fait de modestes progrès et évité de faire marche arrière», mais n'a pas ménagé ses critiques: «Comme organe de gestion économique mondiale, le cabinet des Sept est sans espoir et sans ressources.» Théo Sommer, rédacteur en chef du *Die Zeit*, est pour sa part devenu dithyrambique, confiant au magazine *Newsweek*: «Chapeau bas aux chefs... le système de coopération a été renforcé, et pas seulement dans le secteur économique, comme en témoigne la promesse faite par les États-Unis et le Canada d'être des fournisseurs fiables de combustibles nucléaires... les relations germano-américaines sont revenues à la normale, l'Europe est sur sa lancée et le trilateralisme s'est révélé une notion réaliste.»

À la lumière de l'attitude adoptée par les financiers et les hommes d'affaires après la rencontre de Bonn, il semble évident que *The Economist* était beaucoup plus près de la vérité que Sommer. En effet, moins d'un mois après le spectacle de

Monsieur Gwyn est un chroniqueur en poste à Ottawa pour le quotidien Toronto Star et ses articles sont publiés à l'échelle nationale. Il a travaillé pour United Press International, Maclean Hunter, Time Magazine et la Société Radio-Canada. De 1968 à 1975, il a travaillé au gouvernement, d'abord comme adjoint exécutif du ministre des Postes, M. Eric Kierans, puis comme directeur général de la planification socio-économique au ministère des Communications. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.